

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 1997, en application de l'article 84, premier alinéa, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Ministre du Budget et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La mesure visée à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1996 portant des mesures temporaires et conservatoires en matière de maîtrise des dépenses de soins de santé, concernant certains honoraires, prix et montants, en application de l'article 3, § 1^{er}, 1° et 4° de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne est prolongée d'une période de six mois pour les prestations visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal précité pour lesquelles ladite mesure est toujours en vigueur au 30 juin 1997; cette prolongation ne s'applique cependant pas aux implants appareils orthopédiques et autres prothèses, visés à l'article 34, 4° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Ministre du Budget sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Tenffe, le 27 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Le Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 juni 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State :

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Minister van Begroting en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De maatregel, bedoeld in artikel 1 van het koninklijk besluit van 30 december 1996 houdende tijdelijke en bewarende maatregelen inzake beheersing van de uitgaven voor geneeskundige verzorging, betreffende sommige honoraria, prijzen en bedragen, met toepassing van artikel 3, § 1, 1° en 4° van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, wordt met een tijdvak van zes maanden verlengd voor de in artikel 1 van voormeld koninklijk besluit bedoelde verstrekkingen waarvoor die maatregel nog geldt op 30 juni 1997; die verlenging is echter niet van toepassing voor de implantaten orthopedische toestellen en andere prothesen, bedoeld in artikel 34, 4°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Minister van Begroting zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Fenffe, 27 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 1302

[C - 97/12490]

**17 JUIIN 1997. — Arrêté ministériel
définissant la fonction d'assistant en logistique (1)**

La Ministre de la Santé publique,

Vu la loi du 29 juin 1981 établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, notamment l'article 35, § 5, alinéa 2, remplacé par la loi du 26 juillet 1996 et modifié par la loi du 6 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand, notamment l'article 3, § 5;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 29 juin 1981, *Moniteur belge* du 2 juillet 1981.

Loi du 26 juillet 1996, *Moniteur belge* du 1^{er} août 1996.

Loi du 6 décembre 1996, *Moniteur belge* du 24 décembre 1996.

Arrêté royal du 5 février 1997, *Moniteur belge* du 27 février 1997.

Arrêté royal du 5 mai 1997, *Moniteur belge* du 23 mai 1997.

N. 97 — 1302

[C - 97/12490]

**17 JUNI 1997. — Ministerieel besluit
tot vaststelling van de functie van logistiek assistent (1)**

De Minister van Volksgezondheid,

Gelet op de wet van 29 juni 1981 houdende de algemene beginselen van de sociale zekerheid van de werknemers, inzonderheid op artikel 35, § 5, tweede lid, vervangen door de wet van 26 juli 1996 en gewijzigd bij de wet van 6 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, inzonderheid op artikel 3, § 5;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 29 juni 1981, *Belgisch Staatsblad* van 2 juli 1981.

Wet van 26 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 1 augustus 1996.

Wet van 6 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 24 december 1996.

Koninklijk besluit van 5 februari 1997, *Belgisch Staatsblad* van 27 februari 1997.

Koninklijk besluit van 5 mei 1997, *Belgisch Staatsblad* van 23 mei 1997.

Considérant que, dans le secteur des hôpitaux et des maisons de soins psychiatriques, la fonction d'assistant en logistique doit être définie sans délai afin que les employeurs concernés connaissent immédiatement les modalités d'exécution,

Arrête :

Article 1^{er}. Les assistants en logistique sont des travailleurs intellectuels affectés à l'unité de soin en soutien du personnel infirmier pour améliorer le confort des patients et réaliser des tâches d'assistance des patients. Ils ne peuvent pas poser d'actes infirmiers, tels que définis sur base de l'article 21, quinquies, de l'arrêté royal 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'exercice de l'art de guérir, de l'art infirmier, des professions paramédicales et aux commissions médicales.

Art. 2. § 1^{er}. Les emplois d'assistants en logistique sont réservés à des demandeurs d'emploi qui ont suivi avec fruit un programme de formation comprenant :

a) soit au moins 80 heures pour les personnes qui ont une formation visée à l'article 2, § 4 de l'arrêté ministériel du 5 avril 1995 fixant l'intervention visée à l'article 37, § 12 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé coordonnée le 14 juillet 1994 pour les prestations visées à l'article 34, 12° de la même loi;

b) soit au moins 500 heures dont 250 heures de formation théorique et pratique et 250 heures de stage pour les demandeurs d'emploi titulaires au moins du diplôme de l'enseignement secondaire inférieur;

c) soit au moins 500 heures pour les demandeurs d'emploi qui ont suivi avec fruit avant le 1^{er} juillet 1997 ce programme de formation;

d) soit au moins 500 heures dont 250 heures de formation théorique et pratique et 250 heures de stage pour les jeunes soumis à l'obligation scolaire à temps partiel.

Ces programmes de formation comprennent notamment les règles de santé et d'hygiène applicables dans les institutions ainsi que l'accompagnement du patient et des membres de leur famille; ils sont approuvés par le Ministre compétent pour pouvoir être pris en considération pour l'application de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non marchand.

§ 2. Pour les institutions dont l'acte d'adhésion a été approuvé en vertu des articles 2 et 3 de l'arrêté ministériel du 17 juin 1997 portant exécution de l'article 3, § 8 de l'arrêté royal du 5 février 1997 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans le secteur non-marchand, et qui peuvent présenter une attestation délivrée par l'office régional de l'emploi compétent établissant l'absence de demandeurs d'emploi répondant aux conditions énumérées au § 1^{er}, les emplois d'assistant en logistique peuvent être ouverts avant le 31 décembre 1997 aux demandeurs d'emploi visés au § 1^{er}, b) et d), et qui ne satisfont pas à la condition de stage. L'attestation précitée doit être jointe au rapport visé à l'article 8 de l'arrêté ministériel précité.

Art. 3. Le contrôle des activités des assistants en logistique et notamment l'amélioration de la qualité des soins et du confort du patient suite à leur intervention relève de la responsabilité de la direction du département infirmier.

A l'initiative de cette direction, l'institution établit chaque année un rapport sur l'activité des assistants en logistique.

Ce rapport est communiqué au conseil d'entreprise ou, à défaut, au comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, pour les institutions privées, et au comité de concertation compétent, pour les institutions publiques; il peut être demandé à tout moment par le Ministre.

Art. 4. Le salaire des assistants en logistique est fixé à un montant correspondant à l'échelle barémique 1.22 établie en exécution des dispositions relatives au statut financier soit de l'Etat, soit des organismes d'intérêt public qui en dépendent, soit en application de la convention collective de travail du 8 décembre 1982 conclue au sein de la sous-commission paritaire pour les établissements soumis à la loi sur les hôpitaux, fixant les conditions de travail et de rémunération de certains travailleurs, rendue obligatoire par l'arrêté royal du 12 juillet 1983.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} juin 1997.

Bruxelles, le 17 juin 1997.

M. COLLA

Overwegende dat, in de sector van de ziekenhuizen en de psychiatrische verzorgingstehuizen, de functie van logistiek assistent onmiddellijk vastgesteld moet worden opdat de betrokken werkgevers onverwijld de uitvoeringsmodaliteiten zouden kennen,

Besluit :

Artikel 1. De logistiek assistenten zijn hoofdarbeiders die worden ingezet op de verpleegafdeling ter ondersteuning van de verpleegkundigen, voor het verbeteren van het comfort van de patiënten en het vervullen van patiëntondersteunende taken. Zij kunnen geen verpleegkundige handelingen stellen, zoals bepaald op basis van artikel 21, quinquies, van het koninklijk besluit 78 van 10 november 1967 betreffende de uitoefening van de geneeskunst, de verpleegkunde, de paramedische beroepen en de geneeskundige commissies.

Art. 2. § 1. Voor aanwerving van logistiek assistenten komen enkel werkzoekenden in aanmerking die met vrucht een vormingsprogramma gevolgd hebben :

a) hetzij van minimaal 80 uur voor mensen met een vorming bepaald in artikel 2, § 4 van het ministerieel besluit van 5 april 1995 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 37, § 12 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994, voor de in artikel 34, 12° van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen;

b) hetzij van minimaal 500 uur waarvan 250 uren theoretische en praktische vorming en 250 uren stage voor werkzoekenden met minimaal het diploma van lager secundair onderwijs;

c) hetzij van minimaal 500 uur voor werkzoekenden die met vrucht vóór 1 juli 1997 dit vormingsprogramma gevolgd hebben;

d) hetzij van minimaal 500 uur waarvan 250 uren theoretische en praktische vorming en 250 uren stage voor jongeren die onderworpen zijn aan de deeltijdse leerplicht.

Deze vormingsprogramma's omvatten ondermeer gezondheids- en hygiëneregels toepasselijk in de instellingen en omgang met patiënten en hun familieleden; ze worden door de bevoegde Minister goedgekeurd om in aanmerking te komen voor de toepassing van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector.

§ 2. Voor de instellingen waarvan de toetredingsakte werd goedgekeurd krachtens de artikelen 2 en 3 van het ministerieel besluit van 17 juni 1997 tot uitvoering van artikel 3, § 8 van het koninklijk besluit van 5 februari 1997 houdende maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de non-profit sector, en die een door het bevoegd gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling afgeleverd attest kunnen voorleggen waarin de afwezigheid wordt vastgesteld van werkzoekenden die beantwoorden aan de in § 1 opgesomde voorwaarden, kunnen de betrekkingen van logistiek assistent vóór 31 december 1997 vacant verklaard worden ten aanzien van de werkzoekenden bedoeld in § 1, b) en d), die niet voldoen aan de voorwaarden inzake stage. Het voormelde attest moet gevoegd worden bij het verslag bedoeld in artikel 8 van het voormelde ministerieel besluit.

Art. 3. Het toezicht op de inhoudelijke tewerkstelling van de logistiek assistenten en inzonderheid op de kwaliteitsverbetering van de verzorging van het comfort van de patiënt tengevolge van de inzet van dit personeel, valt onder de verantwoordelijkheid van het hoofd van het verpleegkundig departement.

Onder leiding van dit hoofd stelt de instelling jaarlijks een rapport op omtrent de wijze waarop dit personeel wordt ingezet.

Dit rapport wordt overgemaakt aan de ondernemingsraad, bij ontstentenis aan het comité voor veiligheid, hygiëne en gezondheid, voor de privé instellingen, en aan de bevoegde overlegcomite, voor de publieke instellingen; het is steeds opvraagbaar door de Minister.

Art. 4. De wedde van de logistiek assistenten wordt vastgesteld op een bedrag dat overeenstemt met de baremieke schaal 1.22 vastgesteld in uitvoering van de bepalingen met betrekking tot het geldelijk statuut hetzij van de Staat, hetzij van de ondergeschikte openbare besturen, hetzij in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 december 1982 overeengekomen in het paritair subcomité voor de instellingen vallend onder de ziekenhuiswet en algemeen geldend verklaard door het koninklijk besluit van 12 juli 1983.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1997.

Brussel, 17 juni 1997.

M. COLLA